



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe

Déposé / Reçu le

Réservé  
au  
Moniteur  
belge



\*19068650\*

10 MAI 2019

au greffe du tribunal de l'entreprise  
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise :

726.639278

Nom

(en entier) :

PLEINE TERRE

(en abrégé) :

PLT

Forme légale :

ASBL

Adresse complète du siège :

RUE D'EDIMBOURG 26, 1050 IXELLES  
BELGIQUE

Objet de l'acte :

STATUTS DE L' A.S.B.L. PLEINE TERRE

Le membre fondateur soussigné :

1. Madame HANSSENS Marilyn, belge, domiciliée 48 Ijzerstraat 1560  
Hoeilaart,  
N° National 810924 278 87

s'est réunie en Assemblée le 10/05/2019, a convenu de constituer l'a.s.b.l.  
« PLEINE TERRE », en abrégé « PLT » et a arrêté les statuts suivants.

## TITRE I - Dénomination, siège social

Article 1<sup>er</sup> :

L'association est dénommée PLEINE TERRE. Cette dénomination, immédiatement suivie des mots "association sans but lucratif", ou de l'abréviation « ASBL » écrits lisiblement et en toutes lettres, sera mentionnée sur tous les actes, factures, avis, annonces, publications et autres pièces de ladite association.

## Article 2 :

Son siège social est établi à 26 Rue d'Edimbourg 1050 Ixelles, dans la Région de Bruxelles Capitale. Le Conseil d'administration a le pouvoir de déplacer le siège dans tout autre lieu de la région de langue française. L'Assemblée générale ratifie la modification du siège dans les statuts lors de sa première réunion suivante et s'acquitte des formalités de publication requises.

## TITRE II – Objet, durée

## Article 3 :

L'association a pour but de sensibiliser, d'outiller et de mobiliser les citoyens face aux enjeux environnementaux et d'alimentation durable ; et ce faisant de renforcer la résilience de la Société.

C'est à dire, notamment et sans que la liste soit exhaustive :

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers  
**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

**De recréer du lien social. De soutenir la biodiversité. D'adopter une approche systémique et de favoriser l'autonomie. D'encourager la création d'espaces naturels et nourriciers, les projets d'agriculture urbaine, le renforcement du maillage bleu et vert, la réduction des déchets, la réappropriation de savoirs et savoir-faire liés à la subsistance.**

Parmi les activités permettant de réaliser les buts de l'ASBL figurent notamment :

- la création et la gestion d'espaces naturels et/ou nourriciers dans l'espace privé ou public
- l'organisation et/ou la participation à l'animation d'ateliers, d'événements, de visites, de conférences ou de débats.
- L'organisation de stages et animations pour enfants
- L'organisation de formation pour adultes
- La création et la publication d'ouvrages et d'outils pédagogiques
- La création et/ou le soutien de projet individuels ou collectifs se rapportant directement ou indirectement à ses buts

**Ces activités s'adressent aux particuliers, aux organisations, entreprises, collectivités et les administrations.**

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à ses buts, en ce compris, dans les limites autorisées par la loi, des activités commerciales et lucratives accessoires, dont le produit sera de tout temps affecté intégralement à la réalisation desdits buts non lucratifs. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. De plus elle peut accorder son aide ou sa collaboration et participation, par tout moyen, à des entreprises ou organismes, publics ou privés, poursuivant les mêmes buts ou dont l'activité contribuerait ou pourrait contribuer à la réalisation de ceux-ci, où que ce soit dans le monde.

Ses buts se situent en dehors de tout esprit de lucre comme de tout esprit d'appartenance religieuse, philosophique ou politique.

#### **Article 4 :**

L'association est conclue pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment dans la forme et sous les conditions requises pour les modifications aux statuts. L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément aux articles 8 et 20 de la loi coordonnée sur les associations sans buts lucratifs.

### **TITRE IV - Membres, admission, démission, exclusion**

#### **Article 5 :**

L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents.

Le nombre de membres adhérent est illimité.

Les membres pourront être des personnes physiques et/ou des personnes morales. Les personnes morales mandateront une personne physique pour les représenter dans l'association. Par ailleurs, les personnes morales renseigneront leur dénomination sociale, leur forme juridique, leur siège social et leur numéro d'entreprise.

#### **Article 6 :**

L'ASBL compte au moins un membre effectif, qui dispose de tous les droits et obligations accordés aux membres visés dans la loi sur les associations sans but lucratif. Le membre fondateur susmentionné est le premier membre effectif.

Par ailleurs toute personne peut poser sa candidature en qualité de membre effectif, pour autant qu'elle :

- adhère aux valeurs, aux statuts et au règlement d'ordre intérieur de l'ASBL
- aie par ses activités ou son occupation professionnelle, un lien direct ou indirect avec l'objet de l'association
- présente sa candidature par écrit à l'Assemblée Générale et soit admis par celle-ci.

Les candidats membres adressent par écrit leur candidature à l'Assemblée générale. Celle-ci se prononcera sur l'acceptation du candidat comme membre effectif lors de sa première réunion suivante ou à un moment déterminé de l'année où toutes les candidatures sont regroupées.

L'Assemblée générale peut décider souverainement et sans autre motivation de ne pas accepter un candidat en qualité de membre effectif.

#### **Article 7 :**

Les membres adhérents sont des entreprises, personnes morales ou personnes physiques, qui exercent leur activité en Belgique. Leur nombre est illimité. La demande en vue de devenir membre adhérent est formulée par écrit au Conseil d'administration de l'association. Elle implique l'adhésion aux statuts et au règlement de l'association et le paiement d'une cotisation annuelle. Les décisions du Conseil d'administration en matière d'admission de membres ne doivent pas être motivées.

#### **Article 8 :**

Le Conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Ce registre contient les mentions prévues par la loi.

Toute décision d'admission, d'exclusion ou de démission d'un membre effectif sera inscrite au registre à la diligence du Conseil d'Administration endéans les huit jours de la connaissance que le Conseil a eue de la ou des modifications intervenues.

Tous les membres peuvent consulter, au siège social de l'association, le registre des membres, ainsi que tous les procès verbaux et décisions de l'Assemblée Générale, ainsi que du Conseil d'Administration ou des personnes, occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association, sur simple demande écrite et motivée adressée au Conseil d'Administration. Les membres sont tenus de préciser les documents auxquels ils souhaitent avoir accès et conviennent d'une date de consultation avec le Conseil d'Administration, qui sera fixée dans un délai d'un mois à partir de la réception de la demande.

#### **Article 9 :**

Les membres sont régulièrement informés des activités de l'association et peuvent prétendre à tous les services de celle-ci dans le cadre de son objet statutaire.

Les membres adhérent contribuent à l'objet et au fonctionnement de l'association et soutiennent cette dernière par une cotisation annuelle qui est déterminée par l'Assemblée générale. Ce montant ne peut être supérieur à 10.000€.

#### **Article 10 :**

Chaque membre de l'association est en droit de quitter l'association en remettant sa démission écrite au Conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire par le Conseil d'Administration :

- le membre qui ne se présente pas ou ne se font pas représenter à deux Assemblées Générales ordinaires consécutives.

- Le membre qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire ou par courriel.
- Le membre qui est condamné pour attentat à la pudeur, corruption de la jeunesse, prostitution ou outrage aux bonnes mœurs pour des faits accomplis sur un mineur.

La qualité de membre se perd automatiquement par le décès ou, s'agissant d'une personne morale, par la dissolution, la fusion, la scission, la nullité ou la faillite.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des voix présentes ou représentées.

Les membres dont l'exclusion est proposée, doivent, en tous cas avoir été convoqués par lettre recommandée afin de pouvoir présenter leur défense s'ils le souhaitent.

Le Conseil d'Administration peut interdire, jusqu'à la date de la prochaine réunion de l'Assemblée Générale, la participation d'un membre adhérent aux activités et réunions organisées par l'association quand ce membre a porté gravement atteinte aux intérêts de l'association ou des membres qui la composent, ou perturbe sérieusement le bon déroulement des activités ou réunions organisées par l'association.

Ni le démissionnaire, ni le membre exclu, ni ses ayants droits ne peuvent en rien prétendre au fonds social, ou exiger le remboursement des montants qu'ils ont versés.

## **TITRE V - Assemblée générale**

### **Article 11 :**

L'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Elle est présidée par le président ou à défaut par le plus âgé des vice-présidents du Conseil d'administration.

### **Article 12 :**

L'Assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle détient les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi et par les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence :

- Les modifications des statuts sociaux
- La fixation et la modification du nombre d'administrateurs
- La nomination et la révocation des administrateurs
- L'exclusion d'un membre
- L'approbation du budget et des comptes
- L'octroi de la décharge aux administrateurs
- La dissolution de l'association
- Tous les autres cas où la loi et les statuts l'exigent

### **Article 13 :**

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

Les membres peuvent à tout moment être convoqués en Assemblée générale extraordinaire sur décision du Conseil d'administration ou sur la demande d'un cinquième des membres. Cette requête doit mentionner les différents points devant être présentés à l'assemblée qui se réunira dans les cinq semaines suivant la requête.

L'Assemblée générale est convoquée par lettre ordinaire au moins quinze jours avant la date de la réunion, la date de la poste faisant foi. L'invitation est signée par le président ou un vice-président et un administrateur au nom du Conseil d'administration et mentionne l'endroit, le jour et l'heure de l'assemblée.

L'ordre du jour figure sur la lettre de convocation. L'Assemblée générale ne peut délibérer sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour que sur décision du Conseil d'administration. Toute proposition signée par un vingtième des membres de la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

#### **Article 14 :**

Chaque membre effectif est en droit d'assister à l'assemblée et bénéficie du droit de vote, il dispose d'une voix. Chaque mandataire d'une personne morale membre effectif ne peut être porteur que de deux procurations, y compris celle de son entreprise. Chaque membre effectif, personne physique, ne peut être porteur que d'une procuration.

#### **Article 15 :**

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, sauf stipulation contraire dans la loi ou les statuts.

#### **Article 16 :**

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer ou prendre de décision sur les modifications des statuts ou la dissolution de l'association que lorsque leur objet est explicitement mentionné dans la lettre de convocation et lorsque les deux tiers des membres sont présents ou représentés à l'assemblée. Si deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première assemblée, le Conseil d'administration doit convoquer une deuxième assemblée qui sera tenue au plus tôt le trentième jour suivant la date de la première Assemblée générale, les mêmes modalités de décision prévalant, cette assemblée peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La décision de cette Assemblée générale doit être soumise, pour ratification, au tribunal civil.

#### **Article 17 :**

Les décisions de l'Assemblée générale sont consignées au registre des procès-verbaux, signé par le président, ainsi que par les membres qui en font la demande. Ce registre est conservé au siège de l'association où tous les membres peuvent en prendre connaissance sans toutefois déplacer le registre. Toute modification des statuts doit être publiée aux annexes au Moniteur belge dans le mois qui suit la décision de modification, il en va de même des nominations, des démissions ou destitutions d'administrateurs. Les décisions de l'Assemblée générale et celles du tribunal concernant la dissolution de l'association, les conditions de liquidation et la désignation des liquidateurs, ainsi que les noms, la profession et le domicile des liquidateurs, sont publiés sous forme d'extraits aux annexes au Moniteur belge.

### **TITRE VI - Conseil d'administration**

#### **Article 18 :**

L'association est administrée par un Conseil composé d'un minimum de trois administrateurs, choisis parmi les personnes relevant du cadre dirigeant des membres de l'association. Toutefois, si seulement trois personnes sont membres effectifs de l'association, le Conseil d'Administration n'est composé que de deux personnes, le nombre d'administrateur étant toujours inférieur au nombre de membres effectifs.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés, à la majorité simple et au scrutin secret, par l'Assemblée générale pour une durée de 3 ans et sont en tout temps destituables par cette dernière.

Les administrateurs sortants sont toujours rééligibles. Si les mandats ne sont pas renouvelés après expiration des périodes prévues, les administrateurs continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement. Les administrateurs exercent leur mandat à titre gracieux.

Est démissionnaire de plein droit, l'administrateur qui ne remplit plus les conditions requises pour être choisi administrateur en ce compris le manque d'assiduité au Conseil d'administration. Est également démissionnaire de plein droit la personne qui quitte le cadre dirigeant de l'entreprise dont il faisait partie au moment de sa nomination.

Tout administrateur est libre de démissionner à tout moment. Il doit alors signifier sa décision par écrit au Conseil d'Administration. Il ne peut cependant pas laisser sa charge à l'abandon : il veillera à ce que sa démission ne soit pas intempestive et ne cause aucun préjudice à l'association.

#### **Article 19 :**

Le Conseil d'administration représente et engage l'association dans tous les actes judiciaires et extra-judiciaires. Il peut accomplir tous les actes de gestion et de disposition, pour autant que ceux-ci ne soient pas exclusivement réservés à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.

#### **Article 20 :**

Le Conseil d'administration déléguera sous sa responsabilité et dans le cadre du Règlement d'Ordre Intérieur, la gestion journalière de l'association, avec usage de la signature afférente à cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, agissant conjointement le cas échéant.

#### **Article 21 :**

De par leur fonction, les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements de l'association et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Article 22 :**

Le Conseil d'administration se réunit un minimum de trois fois par an et chaque fois que les intérêts de l'association le requièrent, sur la demande du président ou de deux administrateurs. Cinq membres peuvent introduire une requête de convocation, dûment motivée, auprès du président. Les réunions du Conseil sont présidées par le président. En cas d'empêchement ou d'absence du président, la réunion est présidée par le vice-président ou, à défaut, par l'administrateur le plus ancien. Un administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil par un autre administrateur, chaque administrateur ne peut être porteur que d'une procuration.

#### **Article 23 :**

A chaque réunion du Conseil d'administration, des procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire. Ils sont portés sur un registre destiné à cet effet après approbation par les membres présents lors du Conseil d'administration suivant.

#### **Article 24 :**

L'administrateur qui possède des intérêts contraires à ceux de l'association dans une décision présentée au Conseil d'administration, est tenu d'en avertir le Conseil et de s'abstenir lors de la délibération et du vote.

#### **Article 25 :**

Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de gestion journalière, sont signés par le président ou un vice-président et un administrateur.

#### **Article 26 :**

Le Conseil ne peut prendre de décisions que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Le cas échéant, un deuxième Conseil sera convoqué et délibérera quel que soit le nombre de voix présentes, à la majorité simple des voix présentes. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les votes nuls, blancs ou les abstentions ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité.

#### **Article 27 :**

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative et sans préjudice de tous autres pouvoirs dérivant de la loi ou des Statuts, contracter tous actes et contrats, transiger, acquérir, échanger, vendre tous biens meubles et immeubles, hypothéquer, emprunter, conclure des baux de toute durée, accepter tous legs, subsides, donations et transferts, renoncer à tous droits, conférer tous pouvoirs à des mandataires de son choix, membres ou non de l'association, représenter l'association en justice tant en qualité de demanderesse que de défenderesse. Il peut également nommer et révoquer le personnel de l'association, toucher et percevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées, ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tous retraits de fonds par chèques, ordres de virements ou transferts ou tous autres modes de paiements, prendre en location tous coffres en banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane ainsi que de la société des chemins de fers les lettres, télégrammes et colis recommandés, assurés ou non, encaisser tous mandats-postaux ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les statuts ou l'Assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'administration.

#### **Article 28 :**

Le Conseil d'administration nomme tous les agents employés et membres du personnel de l'association et les destitue; il détermine leurs occupations et traitements.

#### **Article 29 :**

Le président ou deux administrateurs peuvent inviter aux réunions du Conseil d'administration, selon les besoins et à titre consultatif, toute personne dont la présence leur paraîtrait nécessaire.

### **TITRE VII: Règlement d'ordre intérieur**

#### **Article 31 :**

Un ROI pourra être présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale. Des modifications de ce règlement pourront être apportées par une Assemblée générale statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés. Le ROI ne peut déroger aux présents statuts. Il ne peut à ce propos fixer les droits et obligations des membres adhérents, ceux-ci étant mentionnés dans les présents statuts uniquement.

### **TITRE VIII: Budget et comptes**

#### **Article 32 :**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre. Chaque année, le 31 décembre et pour la première fois le 31 décembre 2019, les écritures sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse le compte de l'exercice écoulé. Il établit également le budget qui va commencer. L'adoption des comptes par l'Assemblée générale vaut décharge pour le Conseil d'administration.

**Article 33 :**

L'Assemblée générale peut désigner un commissaire chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il sera alors nommé pour deux ans et rééligible.

**TITRE IX: Dissolution et liquidation**

**Article 34 :**

En cas de dissolution de l'association, conformément à la loi, les opérations de liquidation seront assumées par un liquidateur désigné par l'Assemblée générale. L'Assemblée générale déterminera la destination des biens de l'association en leur donnant une affectation aussi proche que possible de l'objet social.

**TITRE X: Dispositions diverses**

**Article 35 :**

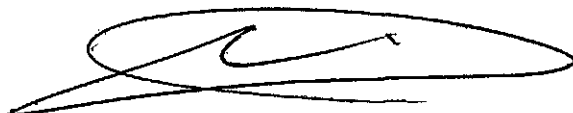
Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par la loi coordonnée régissant les associations sans but lucratif.

Fait en deux exemplaires originaux

Le 10/05/2019, à Ixelles

Signatures

HANDENS MARILYN



BRIGITTA SAFFORSUM  
Brigitte Saffors





### NOMINATION DES ADMINISTRATEURS:

Ce vendredi 10/05/2019 l'Assemblée Générale a pris la décision, à l'unanimité, de nommer administrateurs de l'asbl Pleine Terre les personnes suivantes :

- Monsieur Claessens Julien, qui accepte
- Madame Sartorelli Brigitta, qui accepte

Fait à Ixelles, le 10/05/2019

BRIGITTA SARTORELLI  
Brigitta Sartorelli